



VILLE de COUBRON
Seine-Saint-Denis

Envoyé en préfecture le 19/02/2026

Reçu en préfecture le 19/02/2026

Publié le

ID : 093-219300159-20260218-26_003-DE

Date de convocation
12 février 2026

Date d'affichage
12 février 2026

Nombre de conseillers

En exercice **27**

Présents **19**

Pouvoirs **8**

Votants **27**

Objet :

**DEBAT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE 2026**

Vote :

Le Conseil municipal prend acte

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE COUBRON

L'an deux mille vingt-six, le 18 février

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Ludovic TORO, Maire, Conseiller Régional d'Ile-de-France et Vice-Président de Grand Paris Grand Est.

La séance est ouverte à 20h00

Etaient présents :

Ludovic TORO, Maire,
Claude SPIQUEL, Sébastien GASPARD, Jean-Louis ALEXANDRE, Mélanie LE SAUTER, Jean-Yves CONNAN, Céline RUVA, Martine BOUVET, Maires Adjoints,
Patrick VERGE, Pascal COMMEAUX, Joël LEFEVRE, Conseillers Municipaux Délégués,
Maryse FLECHE, Alain PAPIN, Sandrine MORIZOT, Carine MARY, Benjamin TOUITOU, Francis NGASSI TAGA, Jean-Claude MATHIAS, Roselyne BRUNON, Conseillers Municipaux.

Absents excusés représentés :

Patricia ROBIDA pouvoir à Joël LEFEVRE,
Willy KLEIN pouvoir à Claude SPIQUEL,
Pascale COLTIER pouvoir à Céline RUVA,
Jacques PLAISANT pouvoir à Pascal COMMEAUX,
Manon HELARY pouvoir à Ludovic TORO,
Céline KONIGSBAUER pouvoir à Mélanie LE SAUTER,
Kenza LHAMZI pouvoir à Jean-Yves CONNAN,
Evelyne GUERIN pouvoir à Roselyne BRUNON,

Jean-Louis ALEXANDRE est désigné comme secrétaire de séance.

NOTE DE SYNTHÈSE

En application des articles L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1 et L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'examen du budget dans les communes de plus de 3 500 habitants doit être précédé d'un Débat D'orientation Budgétaire (D.O.B.) au sein de l'Assemblée délibérante. ***Il porte sur les orientations budgétaires*** et fait l'objet d'un Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) acté par une délibération spécifique et donne lieu à un vote conformément aux dispositions de la loi NOTRe N°2015-991 du 7 Août 2015.

**Le Rapport et le Débat d'Orientation Budgétaire
étape importante dans le cycle budgétaire annuel**

Ils permettent à l'assemblée délibérante :

- de **discuter des orientations budgétaires** de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif,
- d'être **informée sur l'évolution de la situation financière** de la collectivité au sein de l'environnement économique, local, national et international,

Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de leur collectivité.

Ce document n'a **aucun caractère décisionnel**. Sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit être ouvert dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif.

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1 et L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les dispositions de la loi NOTRe N°2015-991 du 7 Août, portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire 2026, annexé à la présente,

Considérant que le Maire présente au Conseil un rapport sur les orientations budgétaires dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget,

Considérant que le Rapport d'Orientations Budgétaires donne lieu à un débat en Conseil Municipal,

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur Mr Sébastien Gaspard.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

PREND ACTE que le Rapport sur les Orientations Budgétaires pour 2026, joint en annexe, a bien été présenté à l'Assemblée Délibérante, et de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire qui s'en est suivi.

DIT qu'un exemplaire de la présente sera relié au registre des délibérations.

Envoyé en préfecture le 19/02/2026

Reçu en préfecture le 19/02/2026

Publié le

ID : 093-219300159-20260218-26_0003-DE

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif de Montreuil par courrier, 7 rue Catherine Puig – 93558 MONTREUIL Cedex ou par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois suivant les formalités de rendu exécutoire.



Coubron, le 19 février 2026,

Le Maire

Conseiller Régional d'Ile-de-France

Vice-Président de Grand Paris Grand Est

Ludovic TORO